

Fabrice HOURQUEBIE

**Professeur des universités, agrégé de droit public, PR EX1
(Université de Bordeaux)**

**Directeur du Centre d'Etudes et de Recherches Comparatives sur les Constitutions, les Libertés et
l'Etat (CERCCLÉ)**

**Directeur du Master Droit et pratique des contentieux publics
Chargé de mission Relations internationales pour la Faculté de droit
Secrétaire général de l'Association française de droit constitutionnel (AFDC)**

Université de Bordeaux- CERCCLÉ
4 rue du Maréchal Joffre - CS 61752
33075 Bordeaux cedex
Tél : 05 56 01 81 40 - Fax : 05 56 01 81 46

fabrice.hourquebie@u-bordeaux.fr

Champs de recherche

Pouvoir juridictionnel et séparation des pouvoirs/ Droit constitutionnel processuel
Justice transitionnelle et processus judiciaires de post conflit / Réformes de la justice

CURSUS UNIVERSITAIRE

2008 : Agrégation de droit public (11ème)

Université de Bordeaux

**2003 : Doctorat de droit public « Sur l'émergence du contre-pouvoir juridictionnel sous la Vème
République », (678 p., publiée aux éditions Bruylant, 2004), soutenue le 20 décembre 2003**

[Jury : J.-Cl. Colliard, rapporteur (professeur à l'Université Paris 1, Ancien membre du Conseil constitutionnel); J. Gicquel, rapporteur (Professeur à l'Université Paris 1); F. Mélin-Soucramanien (Professeur à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV); S. Milacic, directeur de recherches (Professeur à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV); Th.-S. Renoux (Professeur à l'Université Aix-Marseille III); D. Rousseau, président (Professeur à l'Université Montpellier 1) ; Mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité et autorisation de publication en l'état]

1998 : DEA de droit public, mention bien (major).

[Mémoire : « *Les organes spécialisés dans les affaires communautaires des Parlements nationaux : les cas français et allemand* », (240 p., publié aux éditions L'Harmattan, 1999), J.-P. Duprat (dir.)]

1997 : Maîtrise de droit public (administration publique), mention assez bien ; certificat d'études européennes, mention assez bien

[Mémoire : « *La thèse française de la revalorisation du Parlement national* », J.-Cl. Gautron (dir.)]

1996 : Licence de droit (mention AB)

Licence d'administration publique (Sciences-Po Bordeaux, mention AB)

1995 : DEUG de droit (mention AB, première année)

SITUATION STATUTAIRE

Professeur de droit, agrégé de droit public (2008-...)

(2020-...) Professeur des universités, classe exceptionnelle 1 (CNU)

(2019, 2018, 2017, 2016) Professeur invité, Université Rosario (Bogota)

(2014-2018 ; 2018-2022) Titulaire de la Prime d'excellence scientifique (PES) puis Prime d'encadrement doctoral et de recherche (PEDR) (CNU)

(2011-2012) Bénéficiaire d'un congé de recherches et de conversion thématique (CRCT) pour 2 semestres

(2009-...) Professeur des universités, Université de Bordeaux

(2008-2009) Professeur des universités, 2^{ème} classe, Université Toulouse 1-Capitole

(2005-2008) Maître de conférences en droit public (Université Montesquieu-Bordeaux IV)

(2001-2003) Attaché temporaire d'enseignement et de recherches (ATER, Université Montesquieu-Bordeaux IV)

(1998-2001) Allocataire de recherches-Moniteur (Université Montesquieu-Bordeaux IV)

ENSEIGNEMENTS

En français (Université de Bordeaux)

(2009-...) Théorie générale du droit constitutionnel (L1, Droit) ; Contentieux constitutionnel (M1, Droit) ; Droit des médias (M1, Droit) ; Contentieux constitutionnel approfondi (M2 Contentieux publics et Droit public fondamental) ; Droit constitutionnel des collectivités territoriales (M2 Droit des collectivités territoriales) ; Droit constitutionnel (Sciences-po Bordeaux) ; Cadre juridique du principe de laïcité (DU Droit, société et religion).

En français (à l'étranger)

(2016-...) Droit administratif comparé, (12h, Maestria droit administratif, université Rosario, Bogota) ;

(2016, 2015, 2013) Contentieux constitutionnel (20h, M2 Droit et institutions judiciaires, Université Abomey-Calavi, Bénin) ;

(2015, 2012) Régimes politiques comparés (20h, M2 Droit public fondamental, Université de Lomé, Togo) ;

(2009-...) Droit constitutionnel de la Vème République (20h, L1, Droit, Le Caire, université Paris 1) ;

(2005-...) Droit institutionnel de l'Union européenne ; Droit constitutionnel comparé (12h, L1 et L2, Droit) ; Supervision des pratiques de l'Etat de droit (15h, M2), Collège juridique franco-roumain, Bucarest)

En anglais (en France)

(2019, 2018) Constitutional comparative law (10h, Université d'été de la Fondation pour le droit continental) ;

(2017) Public properties (5h, Université d'été franco-chinoise, Université de Bordeaux)

(2008-2010) International protection of human rights (10h, M2 International and comparative law, Université Toulouse 1-Capitole) ; Humanitarian law (5h, M2 International and comparative law, Université Toulouse 1-Capitole) ; Public-private partnership (5h, M2 International and comparative law, Université Toulouse 1-Capitole) ; Freedom of religion (5h, M2 International and comparative law, Université Toulouse 1-Capitole)

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES ET SCIENTIFIQUES

Administratives

Direction d'écoles, de laboratoires et charges de mission

(2020-...) Directeur du *Centre d'Etudes et de Recherches Comparatives sur les Constitutions, les Libertés et l'Etat* (CERCCLE), Université de Bordeaux

(2019-...) Chargé de mission *Relations internationales* pour la Faculté de droit, Université de Bordeaux

(2014-2019) Directeur de l'*Ecole doctorale de droit* (ED 41), Université de Bordeaux

(2011-2017) Directeur-adjoint du *Centre d'Etudes et de Recherches Comparatives sur les Constitutions, les Libertés et l'Etat* (CERCCLE), Université de Bordeaux

(2012-2015) Directeur de l'*Institut pour le Développement de l'Enseignement Supérieur Francophone* (IDESUF), Université Montesquieu-Bordeaux IV

Autres

(2019-...) Coordonnateur « *Mobilités internationales et erasmus* » de la Faculté de droit de l'Université de Bordeaux

(2014-...) Référent « *Espaces francophones* » de l'Université de Bordeaux

(2014-...) Membre du *Comité d'orientation des relations internationales* (CORI), Université de Bordeaux

(2014-...) Membre du *Conseil de la Faculté de droit*, Université de Bordeaux

Scientifiques

Sociétés savantes

(2014-...) Secrétaire général de l'*Association française de droit constitutionnel* (AFDC)

Membre du Bureau, du Conseil d'administration et du Conseil scientifique de l'Association française de droit constitutionnel

Direction de formations

(2020-...) Directeur du Master *Droit et Pratique des contentieux publics*, Université de Bordeaux

(2020-...) Directeur de la Licence en droit, *parcours Droit international et européen*, Université de Bordeaux

(2011-2020) Directeur du Master 2 *Contentieux publics*, Université de Bordeaux

Revues

Françaises

(2018-...) Evalueur pour la *Revue internationale de droit comparé* (RIDC), Société de législation comparée (SLC)

(2012-...) Membre du Comité scientifique de la revue *Les Cahiers de la justice*, Dalloz

(2010-2019) Secrétaire général puis co-directeur de la revue *Constitutions - Revue de droit constitutionnel appliqué*, Dalloz

Etrangères

(2019-...) Membre du Comité scientifique de la Revue de la Cour constitutionnelle du Bénin, *Constitution et construction de l'Etat de droit*, Cour constitutionnelle du Bénin

Jurys de concours et examens

(2020) Membre (personnalité qualifiée) du jury du concours de recrutement des magistrats monégasques

(2020, 2019, 2017, 2015) Membre suppléant du jury d'examen d'entrée au CRFPA (Aquitaine)

(2018) Président du jury de l'examen d'entrée au CRFPA (Aquitaine)

(2017, 2015) Membre de l'équipe de correction de l'épreuve de droit constitutionnel et sciences politiques du concours externe d'administrateur de l'Assemblée nationale

(2017, 2015, 2013, 2011) Membre du jury du *concours CAMES, Concours africain d'agrégation de droit public* (concours de Yaoundé, Lomé, Brazzaville, Abidjan)

(2016, 2014) Vice-président du jury d'examen d'entrée au CRFPA (Aquitaine)

(2008-...) Membre de plusieurs Comités de sélection (PR/MCF) des universités

Prix de thèse

(2020, 2018) Membre du jury et rapporteur du prix de thèse de l'AHJUCAF (Association des hautes juridictions francophones)

(2020, 2016) Rapporteur pour le prix de thèse de l'Ecole nationale de la magistrature (ENM)

(2015) Membre du jury et rapporteur du prix de thèse du Conseil constitutionnel

Autres

(2019) Proposé à la nomination comme membre du CNU

(2017-...) Membre du Comité scientifique des Journées scientifiques de l'Association nigérienne de droit constitutionnel (ANDC)

(2014-...) Membre du Bureau du Consortium franco-roumain de pilotage de Collège juridique francophone de Bucarest (Paris 1)

(2014-2018) Membre du Comité de pilotage du projet « Horizons francophones – préparation au concours d'agrégation CAMES » (Agence universitaire de la Francophonie (AUF))

(2010) Expert auprès de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES)

PRIX UNIVERSITAIRES

(1999) Premier prix du Centre Français de Droit comparé

DISTINCTIONS

Nationales

(2017) Chevalier des palmes académiques

Etrangères

(2017, Cameroun) Chevalier dans l'ordre de la valeur

(2015, Togo) Officier dans l'ordre national du mérite

ACTIVITES DE RECHERCHE

Direction de programmes de recherche internationaux

(2016-2018) Direction d'un programme ECOS-NORD (programme de coopération et de partenariat universitaire et scientifique France-Amérique latine) avec l'Université Rosario (Bogota) sur le thème « *L'illégitimité de la justice* »

(2011-2015) Direction pour l'Université Bordeaux IV (GRECCAP) du projet de recherche « *Gestion de la pluralité juridique et pacification des rapports sociaux en Afrique* » (15 participants) au sein des projets « *Etat et cultures juridiques autochtones : un droit en quête de légitimité* » (Université d'Ottawa, financement CRSH Canada (1,7 millions de dollars, 2013-2017)) et du projet « *Nouvelles figures de l'Etat, légitimation du droit et dialogue des cultures juridiques* » (Agence universitaire de la Francophonie (AUF), 250000 euros, 2011-2013)

Participation à des programmes scientifiques et de recherche

(2020-2022) Projet de recherche de traduction en langue française des constitutions des pays arabes et rédaction d'analyses traduites sur ces constitutions (Campus France, Ministère français des affaires étrangères, Ministère libanais de l'éducation et de l'enseignement supérieur) (Ch-E. Sénac dir.)

(2018-2020) Projet de recherche QPC 2020, université Bordeaux - Conseil constitutionnel (travail de recherche permettant de dresser un bilan d'étape de la procédure QPC dans les ressorts de la CA et CAA de Bordeaux) (P. Gervier et F. Savonitto dir.)

(2014 (déc.) ; 2015 (avr.)) Participation à un programme PREFALC piloté par l'Université Toulouse 1-Capitole avec l'Université San José du Costa Rica (appui à la mise en place d'un programme, bi-diplomation, cours et conférences en master et doctorat.

(2011-2012) Membre du projet de recherche collectif sur « *L'accès au juge* », Université de Franche-Comté (V. Donier et B. Lapérou dir.).

Organisation de colloques

(2020) Organisation du colloque international « *Formation des magistrats et avocats et (il)légitimité de la justice* », université de Bordeaux (Département Droit et transformations sociales) – Ecole nationale de la magistrature (ENM), Bordeaux, juin 2021 (atelier préparatoire décembre 2019).

(2019) Organisation et direction scientifique du séminaire de travail « *Formation des magistrats et (il)légitimité de la justice* », université de Bordeaux - Ecole nationale de la magistrature (ENM), Bordeaux, décembre 2019.

(2019) Organisation de la Journée nationale de l'Association française de droit constitutionnel « *Justice(s) et Constitution* », Cour de cassation, 22 février 2019.

(2018) Organisation d'un colloque dans le cadre des journées d'études décentralisées de l'AFDC « *Principe d'unité de l'autorité judiciaire et constitution* », Université de Bordeaux, 7 décembre 2018.

(2018) Co organisation des manifestations de La Nuit du droit. Concours d'éloquence et de plaidoirie, Cour administrative d'appel de Bordeaux. Reconstitution du procès Marie Besnard et présidence de la table ronde sur « *Les assises aujourd'hui* », Ecole nationale de la magistrature (ENM), 4 octobre 2018.

(2018) Organisation de la Rencontre trilatérale entre les associations françaises, espagnoles et italiennes de droit constitutionnel, « *Les mutations des formes d'Etat* », Université de Bordeaux, 14 septembre 2018.

(2017) Organisation d'un workshop « *Recrutement et désignation des magistrats et avocats. Perspective comparée France-Colombie* », CERCLE, Ecole nationale de la magistrature (ENM), Ecole des avocats, 24 novembre 2017 (dans le cadre du programme ECOS-NORD)

- (2015) Organisation d'un séminaire franco-russe « *Le service public de la justice. Regards croisés France-Russie* », Université de Bordeaux, juin 2015
- (2014) Organisation d'un colloque international « *Pluralisme juridique et droits fondamentaux* », Université de Bordeaux, décembre 2014, (actes parus à la Fondation Varennes, 2016)
- (2013) Organisation des Entretiens du CAMES à Bordeaux [ateliers pédagogiques et colloque sur le thème « *Quelle doctrine en Afrique francophone ?* », octobre 2013 (actes publiés chez Bruylant, 2014)
- (2012) Organisation du colloque international « *Droit constitutionnel et grands principes du droit pénal* » (en collaboration avec l'ISCJ), Université de Bordeaux, novembre 2012 (actes publiés chez Cujas, 2013)
- (2012) Organisation des Entretiens du CAMES à Bordeaux [ateliers pédagogiques et colloque sur le thème « *Existe-t-il un service public de la justice en Afrique francophone ?* »], octobre 2012 (actes publiés chez Bruylant-de Boeck, 2013)
- (2011) Co-organisation et codirection du colloque « *Les commissions parlementaires dans l'espace francophone : diversité / modèles ?* », Université Toulouse 1 - Association des Secrétaires généraux des Parlements francophones, Sénat – Assemblée nationale, octobre 2011, (actes publiés chez LGDJ, 2011)
- (2011) Organisation et direction scientifique du second séminaire de travail GRECCAP-OIF « *Promouvoir la diversité des cultures juridiques. Réflexion sur la stratégie francophone* », Bordeaux IV, juin 2011
- (2011) Organisation et direction scientifique du séminaire de travail « *Approche comparative de la motivation des décisions des Cours suprêmes : entre exigences processuelles et traditions juridiques* », Bordeaux IV, mars 2011, (actes publiés chez Bruylant, 2012)
- (2007) Organisation du colloque international « *Principe de collégialité et cultures judiciaires* », Semaine du droit comparé, Bordeaux IV, septembre 2007 (actes publiés chez Bruylant, 2011)

Thèses

Thèses soutenues (10) : M. Abdalla, *Recherche sur la souveraineté du Vatican* (Université de Bordeaux, 2012-2019) ; A. Chauvet, *Renvoi et non renvoi des QPC par le Conseil d'Etat et la Cour de cassation - Etude d'une contribution originale au contrôle de constitutionnalité de la loi promulguée en France* (Université de Bordeaux, 2013-2018) ; J.-Ph. Ferreira, *L'originalité de la responsabilité du fait des dommages de travaux publics* (codir. Université de Bordeaux, 2012-2018) ; V. Ngbesso, *Recherche sur la notion de coup d'Etat en droit public*, (codir. Université de Bordeaux / Université de Lomé, 2011-2018) ; Cl. Wella, *Le traitement du passé politique par la justice transitionnelle*, (codir. Université de Bordeaux / Université de Lomé, 2012-2018) ; T. Shulga-Morskaja, *La démocratie électronique, une notion en construction* (Université de Bordeaux, 2011-2017) ; L.-M. Gutierrez, *Justice transitionnelle et constitution*, (codir. Université de Bordeaux / Université Toulouse 1, 2011-2017) ; P. Castéra, *Les professeurs de droit membres du Conseil constitutionnel* (Université de Bordeaux, 2010-2015) ; O. Kass, *Francophonie et justice. Contribution de l'OIF à la construction de l'Etat de droit* (Université de Bordeaux, 2009-2015) ; G. Akpo, *Le juge constitutionnel, juge de l'élection présidentielle et les crises électorales en Afrique subsaharienne francophone* (Université de Bordeaux, 2009-2015)

Direction de thèses en cours (7) : K. Goni, *L'article 66 de la constitution de la Vème République* (Université de Bordeaux, 2019-...) ; J. Monnet, *L'écriture des constitutions par l'armée* (Université de Bordeaux, 2019-...) ; P. Mmarin, *Le droit d'accès à la justice face aux omissions législatives* (codir. Université de Bordeaux / Université de Bucarest, 2018-...) ; ; Y. Sénou-Dumartin, *Constitution et conflit armé* (Université de Bordeaux, 2017-...) ; M. Ebissayi, *La rationalisation des intégrations régionales en Afrique de l'ouest. Aspects institutionnels et matériels* (Université de Bordeaux, codirection, 2017-...) ; W. Zambrano, *La contribution de la fonction consultative du Conseil d'État à la construction de l'État de droit en Colombie*, (Université de Bordeaux, 2017-...) ; J. Giraldo, *Les défis posés à l'accord de paix en Colombie. Recherche sur les limites du processus de justice transitionnelle en Colombie*, (Université de Bordeaux, 2016-...) ; V. Rhéal, *La concurrence des organisations internationales dans la mise en place des politiques publiques environnementales*

de développement à Madagascar. Contribution à une étude de la spécificité de l'OIF en matière de politique de développement (Toulouse 1, 2008-...).

Participation à des jurys de thèses (hors thèses dirigées) (55) : O. Ali Djama, *Les révisions constitutionnelles à Djibouti. Essai sur la nécessité d'un encadrement et d'une protection renforcée de la norme fondamentale*, (Université de Poitiers, rapporteur, 20 janvier 2020) ; A. Akpoto Komlagan, *La liberté de conscience et de religion. Les défis contemporains*, (Université de Lomé, président, janvier 2020) ; D. Rojas, *L'identité constitutionnelle*, (Université Paris-est, rapporteur, décembre 2019) ; J.-M. Sompougou, *L'alternance démocratique dans les Etats d'Afrique noire francophone*, (Université de Bordeaux, président, décembre 2019) ; Ch. Cyteval, *L'office de l'avocat général de la Cour de cassation dans le contentieux de la QPC*, (Université Paris 1, rapporteur, octobre 2019) ; M. Pacheco, *Propriété de l'Etat et exploitation des ressources naturelles non renouvelables en Colombie*, (Université de Bordeaux, président, décembre 2018) ; C. Martinez, *La constitutionnalisation du droit administratif. L'expérience colombienne*, (Université de Bordeaux, président, décembre 2018) ; P. Loubaki, *Les contrats d'investissement chinois en Afrique subsaharienne. Analyse juridique des contrats d'exploration et d'exploitation du pétrole*, (Université de Bordeaux, président, décembre 2018) ; P. Pelissier, *La garantie des droits fondamentaux en matière pénale en Haïti*, (Université Toulouse1-Capitole, rapporteur, octobre 2018) ; M. Caumouth, *Le permis de construire en droit ivoirien*, (Université Houphouet-Boigny d'Abidjan, président, juin 2018) ; Guy Ngou, *La réforme de la passation des marchés publics dans l'Union économique et monétaire Ouest Africaine*, (Université Houphouet-Boigny d'Abidjan, président, juin 2018) ; C. Deik, *Le précédent en contentieux administratif. Théorie locale pour déterminer et appliquer rationnellement les précédents d'unification du Conseil d'Etat colombien*, (Université Paris1-Université Externado de Bogota, rapporteur, mars 2018) ; W. Babale, *L'exigence de performance dans le processus budgétaire au sein des Etats de l'UEMOA*, (Université de Lomé, rapporteur, février 2018) ; E.-K. Sagba, *Contribution à l'étude du premier ministre à partir des exemples ivoirien, nigérien, togolais*, (Université de Lomé, rapporteur, février 2018) ; K. Kalipe, *La constitution en Afrique noire francophone. Les cas du Bénin, du Congo, de la Côte d'Ivoire, du Niger et du Togo*, (Université de Lomé, rapporteur, février 2018) ; S. Adjacotan, *La licéité en droit constitutionnel*, (Université Paris1/Université Abomey-Calavi, rapporteur, janvier 2018) ; A.-L. Madinier, *Le droit positif en Nouvelle-Calédonie face à la revendication autochtone*, (Université d'Ottawa/Université de Perpignan, rapporteur, janvier 2018) ; M. Besse, *Les transitions constitutionnelles démocratisantes. Analyse comparative à partir de l'expérience du Bénin*, (Université de Clermont-Auvergne, rapporteur, septembre 2017) ; B. Serre, *La lutte contre la corruption à Madagascar*, (Université Toulouse 1, rapporteur, septembre 2017) ; T. Morais da Costa, *Les actions collectives en droit brésilien et colombien*, (Université Paris 1, rapporteur, juin 2017) ; A.-W. Kemajou, *La question préjudicielle en droit administratif camerounais*, (Université de Poitiers, rapporteur, juin 2017) ; A. Michel, *Le recours au mode de preuve scientifique dans le contentieux constitutionnel des droits et libertés. Recherche comparée sur les méthodes des juges canadien et américain*, (Université Aix-Marseille, rapporteur, mars 2017) ; M. A.-D. Mbousngok, *La protection constitutionnelle des droits de l'homme dans les États d'Afrique noire francophone*, (Université de Nancy, rapporteur, novembre 2016) ; M. Ndiaye, *La construction du politique en Afrique subsaharienne francophone*, (Université Montpellier 1, rapporteur, novembre 2016) ; A. Ghachem, *Recherche sur l'autonomie de la responsabilité administrative extra contractuelle*, (Université de Tunis 1, rapporteur, juillet 2016) ; Y. Madou, *La démocratie et la fonction présidentielle en Afrique noire francophone : les cas du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Mali et du Togo*, (Université de Lomé, rapporteur, mai 2016) ; S. Soro, *L'exigence de conciliation de la liberté d'opinion avec l'ordre public sécuritaire en Afrique subsaharienne francophone*, (Université de Bordeaux, président, mars 2016) ; E.-P. Romero Cortes, *La construction de la justice transitionnelle par degrés. Le cas colombien*, (Université Aix-Marseille, rapporteur, janvier 2016) ; O. Houzibé, *L'impasse du processus démocratique en Afrique noire francophone. Le cas du Tchad*, (Université de Rouen, rapporteur, janvier 2016) ; S. Hatry, *Le principe constitutionnel d'autonomie de la justice pénale des mineurs*, (Université de Bordeaux, président, décembre 2015) ; O. Bonnefoy, *Les relations entre Parlement et Conseil constitutionnel. Les incidences de la QPC sur l'activité normative du Parlement*, (Université de Bordeaux, président, juin 2015) ; I. Lherbête-Michel, *L'idée russe de l'Etat. Contribution à la théorie juridique de l'Etat* (Université Bordeaux IV, président, décembre 2013) ; Y.-S. Etekou, *L'alternance*

démocratique dans les Etats d'Afrique francophone, (Université Paris-est, rapporteur, décembre 2013) ; C. Duque Ayala, *La politique publique d'éducation en France et en Colombie*, (Université Bordeaux IV – soutenance à l'université Santo Tomas de Bogota -, septembre 2013) ; K.-A. Sabi, *La transparence des élections en droit public africain à partir des cas béninois, sénégalais et togolais*, (Université Bordeaux IV, Président, mars 2013) ; S. Kouznetsov, *La mise en œuvre de la convention européenne des droits de l'homme dans le nouveau contexte fédéral russe (1993-2012)*, (Université Bordeaux IV, rapporteur, décembre 2012) ; T.-L.-A. Tran, *Recherche sur le contrôle de constitutionnalité des lois au Vietnam*, (Université de Toulouse 1-Capitole, rapporteur, décembre 2012) ; R. Assi, *Les traités internationaux devant la juridiction constitutionnelle ivoirienne. Contribution à l'étude du contrôle de constitutionnalité des traités en Côte d'Ivoire*, (Université de Paris 2, rapporteur, novembre 2012) ; A. Kangni Ekoué, *La saisine de la Cour pénale internationale*, (Université de Poitiers, rapporteur, novembre 2012) ; M.-F. Diop, *Essai de construction de poursuites des auteurs de crimes internationaux à travers les mécanismes nationaux et régionaux*, (Université d'Aix-Marseille, rapporteur, septembre 2012) ; L. Kiki, *Les organisations internationales dans le règlement des conflits en Afrique francophone*, (Université Paris 1, rapporteur, juin 2012) ; A. Leturcq, *Contrôle de proportionnalité et droits fondamentaux en droit comparé*, (Université Aix-Marseille III, rapporteur, mai 2012) ; F. Hounaké, *Les juridictions constitutionnelles dans les démocraties émergentes de l'Afrique noire francophone. Les cas du Bénin, Gabon, Niger, Sénégal, Togo*, (Université de Lomé, Togo, président, avril 2012) ; K. Kuakuvi, *Les secondes chambres du Parlement dans les Etats francophone : le cas du Burundi, de la France, du Gabon et du Sénégal*, (Université de Gand, Belgique, rapporteur, mars 2012) ; D. Jamot, *Le Parlement et les relations internationales*, (Université Aix-Marseille III, rapporteur, février 2012) ; A. Lachèze, *Le ministère public près les juridictions financières depuis 1807. Paradigmes juridiques, paradoxe institutionnel* (Université Paris 1, rapporteur, décembre 2011) ; G. Sajous, *Le citoyen et la République en France* (Université de Nice Sophia-Antipolis, rapporteur, décembre 2011) ; C. Salcedo, *La transition démocratique sud-africaine. Essai sur l'émergence d'un droit public de la reconstruction de l'Etat* (Université Aix-Marseille III, rapporteur, novembre 2010) ; J. Brau, *L'instruction dans le procès constitutionnel* (Université Montesquieu-Bordeaux IV, président, mars 2010) ; I. Sotto-Loireau, *La démocratisation du système sanitaire* (Aix-Marseille III, rapporteur, décembre 2009) ; N. Hennani, *La justice constitutionnelle marocaine. Réflexions sur la conciliation de l'islam et de l'Etat de droit* (Université de Strasbourg, rapporteur, décembre 2009) ; C. Hodara, *Réflexions sur la qualité de représentant du Conseil constitutionnel* (Université Toulouse 1, rapporteur, septembre 2009) ; S. Baldé, *La convergence des modèles constitutionnels. Etude de cas en Afrique sub-saharienne* (Université Montesquieu-Bordeaux IV, rapporteur, mai 2009) ; G. Moyum, *Le contrôle des finances dans la zone CEMAC* (Université Montesquieu-Bordeaux IV, rapporteur, décembre 2008) ; B. Henry-Mengui, *L'obligation de légiférer en France* (Université Toulouse 1, président, novembre 2008).

ACTIVITES INSTITUTIONNELLES

Commission de sélection du directeur de l'Ecole nationale de la magistrature (ENM)

(2016) Nommé par le Garde des sceaux J.-J. Urvoas membre de la Commission consultative en charge d'auditionner les candidats aux fonctions de directeur de l'ENM et de proposer une liste de trois personnalités au Ministre de la justice

Conseil supérieur de la magistrature (CSM)

(2015) Proposé à la nomination au Conseil supérieur de la magistrature (CSM) par le Président de l'Assemblée nationale

Cours constitutionnelles

(2008) *Conseil constitutionnel, France* : membre de l'équipe des constitutionnalistes de l'AFDC en charge de l'exploitation des archives du Conseil constitutionnel 1/ analyse des délibérations ; 2/ rédaction de l'ouvrage collectif *Les grandes délibérations du Conseil constitutionnel* (Dalloz) ; 3/ restitution lors d'un

colloque au Conseil constitutionnel sur *Les archives du Conseil constitutionnel* (2009) et publication d'un article aux Cahiers du Conseil constitutionnel (hors-série, 2009, p. 109-111)

(2004) *Cour constitutionnelle d'Afrique du Sud* (chargé de mission) : 1/ collaboration avec Mme la juge Kate O'Regan ; 2/ conseil à la constitution d'une base de droit francophone ; 3/ travaux de droit comparé autour de la jurisprudence de la Cour

(1999) *Conseil constitutionnel, France* (stage) : 1/ collaborateur de Mme Noëlle Lenoir ; 2/ collaborateur du service juridique (veille, rédaction de notes et suivi des saisines)

Ambassade de France

(2019-...) *Au Cameroun* : Appui à la mise en place du Dialogue national et du processus de Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR)

(2016-2018) *En Colombie* : Suivi du processus de paix (Accord de paix) et du déploiement des mécanismes de justice transitionnelle

Organisation internationale de la Francophonie (OIF)

(2007-...) Appui aux actions dans le domaine de la justice, de la justice transitionnelle, des droits de l'homme et des constitutions :

- Rédaction d'un « *Manuel de procédures relatif à la mise en œuvre du Chapitre 5 de la Déclaration de Bamako* » à l'attention de la secrétaire générale de la Francophonie (2018-2019) ;
- Rédaction des deux éditions Guide francophone « *Les processus de transition justice vérité et réconciliation* » présenté aux Nations-Unies (New-York), en marge de l'Assemblée générale (janvier 2014 ; 2020) ;
- Suivi des questions liées à la prévention des conflits, la justice transitionnelle et aux processus de réconciliation dans plusieurs pays de l'espace francophone (Cameroun, Madagascar, Mali, République centrafricaine, Togo, ...) (direction de séminaires, formation des acteurs, rédaction de notes techniques à l'attention de la direction aux affaires politiques et générales...) (2008-...);
- Communications dans les colloques des Réseaux institutionnels judiciaires de la Francophonie (Association des hautes juridictions francophones de cassation (AHJUCAF) ; Association africaine des Hautes juridictions francophones (AA-HJF) ; Association internationale des procureurs et poursuivants francophones (AIPPF) ; Association des Cours constitutionnelles francophones (ACCPUF)) et dans les Journées des Réseaux institutionnels de la Francophonie (2008-...);
- Contribution depuis 2008 à la rédaction des Rapports sur l'état des pratiques de la démocratie dans l'espace francophone (2008 ; « *Bamako, dix après* », 2010 ; 2012 ; 2014 ; « *Dynamiques constitutionnelles dans l'espace francophone* », 2016 ; « *Les processus démocratiques dans l'espace francophone* », 2018 ; 2020) ;
- Participation aux négociations diplomatiques et rédaction de la Déclaration des ministres francophones de la justice (2008) ;

MISSIONS SCIENTIFIQUES

Afrique du sud : Johannesburg (mission de collaboration auprès de la Cour constitutionnelle), octobre 2004

Allemagne : Osnabrück (cours), mars 2009

Bénin : Cotonou (intervention à la session de formation des magistrats de l'Ecole régionale de la magistrature), octobre 2018 ; Cotonou (université, participation à une soutenance de thèse), janvier 2018 ; Cotonou (communication au colloque la constitution et les crises), décembre 2015 ; Cotonou

(colloque anniversaire de la Cour constitutionnelle et 2^{ème} congrès du Réseau des juridictions constitutionnelles africaines), mai 2013 ; Cotonou (session CAMES), décembre 2012 ; Cotonou (cours master 2), avril 2013, mars 2015, avril 2016 ; Cotonou (Colloque international anniversaire de la constitution), août 2012 ; Cotonou (Colloque de l'Association africaines des hautes juridictions francophones), juillet 2012 ; Porto-Novo (formation des magistrats, ERSUMA), décembre 2010.

Brésil : Sao Paulo (conférences, colloque, présentation d'ouvrage), septembre 2012

Burkina-Faso : Ouagadougou, (préparation CAMES), juin 2014 ; (Conseil des ministres du CAMES), juin 2013 ; (Comité de pilotage CAMES), mars 2012.

Cameroun : Yaoundé (mission d'expertise à la demande de l'Ambassade de France sur la mise en place du processus de réconciliation), décembre 2019 ; Yaoundé (membre du jury CAMES d'agrégation de droit public), octobre 2017 ; Yaoundé (université, rapport de synthèse du colloque sur les transformations du droit public), janvier 2017 ; Yaoundé (3^{ème} séminaire sous régional sur la criminalité transnationale, AIPPF-OIF), octobre 2015 ; Yaoundé (participation à un séminaire MAEE-HCDH), avril 2013, novembre 2009.

Canada : Ottawa (présidence d'un panel du colloque Etat et cultures juridiques autochtones), juin 2019 ; Ottawa (communications au colloque OIF « La Déclaration de saint-Boniface, 12 ans après »), mai 2018 ; Ottawa (participation au congrès/colloque AHJUCAF), juin 2010.

Colombie : Bogota (cours en maestria et communication lors de colloques sur la justice dans le cadre des journées de droit comparé de l'Université Rosario ; et communications dans le cadre des manifestations scientifiques du Conseil d'Etat de Colombie), novembre 2019, janvier 2019, novembre 2017, novembre 2016 ; Bogota, (communication 2^{ème} journée de droit comparé, Université Rosario ; et lancement de l'ouvrage Elementos sobre la justicia, Université Rosario), novembre 2015 ; Bogota, (conférence Sénat colombien sur justice transitionnelle et justice militaire ; colloque sur l'Etat de droit social, Université de Sinu), mai 2015 ; Bogota (colloque Rosario réforme de la justice), avril 2015 ; Bogota (séminaires justice et centenaire du Conseil d'Etat), septembre 2014 ; Bogota (cours et congrès de droit public), mai 2014 et mai 2013 ; Bogota (conférences et cours), avril 2012.

Congo-Brazzaville : Brazzaville (jury du concours d'agrégation CAMES), novembre 2013.

Costa Rica : San José (cours et conférences à l'UCR et la CIDH), avril 2015 ; San José (mise en place d'un programme Prefalc), décembre 2014.

Corée du sud : Séoul (participation au Congrès international de droit constitutionnel AIDC), juin 2018 ; Jeju (rencontre franco-coréenne de droit public sur la justice, AFDC), mai 2015.

Côte d'Ivoire : Abidjan (préparation CAMES et deux soutenances de thèses), juin 2018 ; Abidjan (mission AUF mise en place du LMD), 2017 ; Abidjan (colloque AAHJF), décembre 2014) ; Abidjan (jury du concours d'agrégation de droit public (CAMES)), novembre 2011 ; Abidjan (cours en master 2, conférences, leçons d'agrégation CAMES), octobre 2009.

Egypte : Le Caire (cours de droit constitutionnel, IDAI – Paris 1), 2020, 2019, 2018, 2017, 2016, 2015, 2013, 2011, 2010, 2009 ; Le Caire (conférence au Club diplomatique du Caire, Association égyptienne des juristes francophones), juin 2019) ; Le Caire (conférence à l'Institut français d'Egypte), février 2019 ; Le Caire (colloque IDAI), avril 2015 ; Le Caire, (colloque Association égyptienne de juristes francophones – La justice transitionnelle), avril 2014 ; Le Caire (colloque AHJUCAF), mars 2012 ; Le Caire (séminaire OIF-REMDH), avril 2011.

Espagne : Saragosse (représentation AFDC au congrès de l'Association espagnole de droit constitutionnel), février 2015.

Etats-Unis : Spokane (Cours et conférences en anglais, Washington State University), novembre 2009.

Gabon : Libreville (Pilotage du projet Horizons francophones, colloque des agrégés), mai 2018.

Grèce : Athènes (VII^{ème} Congrès de l'Association internationale de droit constitutionnel), juin 2007.

Guinée-Bissau : Bissau (délégation OIF, congrès AA-HJF), novembre 2007.

Hongrie : Budapest (colloque Ambassade de France et Université nationale du service public, La justice constitutionnelle face aux crises), octobre 2015.

Liban : Beyrouth (congrès AHJUCAF), mars 2013, avril 2011.

Luxembourg : Luxembourg (colloque Chaire de droit parlementaire du Luxembourg de l'université du Luxembourg – Association française de droit constitutionnel), septembre 2019.

Madagascar : Antananarivo (séminaire international sur l'amnistie, OIF-UE), avril 2013.

Mali : Bamako (atelier de partage d'expériences avec la Commission vérité et réconciliation, OIF), juin 2013 ; Bamako (mission de contact politique et technique, OIF), février 2013.

Maroc : Rabat (conférence et colloque OIF), janvier 2012.

Mexique : Mexico (VIIIème Congrès de l'Association internationale de droit constitutionnel, AIDC), décembre 2010.

Monaco : Monaco (membre du jury de recrutement des magistrats monégasques, septembre-décembre 2020).

Niger : Niamey (colloques de l'Association nigérienne de droit constitutionnel, « L'élection présidentielle », octobre 2019 ; « La constitution », octobre 2018 ; « Pouvoirs et contre-pouvoirs », octobre 2017 ; Niamey (colloque sur la justice constitutionnelle, Association nigérienne de droit constitutionnel), octobre 2015 ; Niamey (colloque ACCPUF), novembre 2011.

Pays-Bas : La Haye (conférences et formation, Cour pénale internationale), juillet 2011.

Roumanie : Bucarest (université ; Collège juridique franco-roumain, cours de droit européen et droit constitutionnel comparé), octobre/mars 2019, 2018, 2017, 2016, 2015, 2014, 2013, 2012, 2011, 2010 ? 2009, 2008, 2006, 2005 ; Bucarest (doctoriales), juin 2019, juin 2018 ; Bucarest (séminaire de formation des doctorants et enseignants sur la didactique juridique, mission Erasmus+), décembre 2017 ; Bucarest (colloque anniversaire du Collège juridique, communication), novembre 2015 ; Iasi (communications colloques), mai 2013, 2012, 2011, 2007 ; Bucarest (colloque sur les exceptions d'inconstitutionnalité), mai 2012 ; Bucarest (anniversaire Collège juridique, convention et colloque), novembre 2011 ; Bucarest (cérémonie anniversaire Université), octobre 2008.

Russie : Moscou (séminaire sur l'application des constitutions par les juridictions nationales, Académie de la justice), octobre 2015 ; Moscou (colloque justice, Université de la justice), octobre 2014 ; Moscou (remise officielle d'ouvrage franco-russe, rencontres institutionnelles), janvier 2012 ; Moscou (université MGU (CUF), cours et conférences), octobre 2010 et 2015 ; Moscou (collège universitaire francophone (CUF), colloque), mars 2010.

Sénégal : Dakar (interventions colloque AHJUCAF sur l'indépendance de la justice ; et justice et Etat de droit), novembre 2014 et 2007 ; Dakar (congrès AIPPF), octobre 2014.

Togo : Lomé, (colloque et conférences, soutenance de thèse), janvier 2019 ; Lomé, (participation à trois jurys de soutenance de thèse), février 2018 ; Lomé (mise en place d'un DU supervision des pratiques de l'Etat de droit), août 2017 ; Lomé (membre du jury d'agrégation de droit public du CAMES), novembre 2015 ; Lomé (séminaire de master 2), juillet 2015 ; Lomé (conférences et préparation CAMES), décembre 2012 ; Lomé (cours de master 2), août 2012 ; Lomé (soutenance de thèse, préparation CAMES), avril 2012 ; Lomé (colloque, cours, et conférence de rentrée solennelle, commission Justice et Vérité), mars 2012 ; Lomé (communication colloque), juin 2011.

Tunisie : Tunis (conférences Assemblée constituante et soutenance de thèse), janvier 2013 ; Tunis (cours et conférences), mars 2012 ; Tunis (colloque), novembre 2007.

PUBLICATIONS

OUVRAGES

Ouvrages individuels

- 6) *Justice transitionnelle et transitions démocratiques*, LGDJ, Coll. Systèmes, à paraître 2021
- 5) *Elementos sobre la justicia*, ed. Universidad del Rosario, Bogota, Colombie, (358 p.), 2015.
- 4) *Les processus de transition, justice, vérité et réconciliation dans l'espace francophone*, Organisation internationale de la Francophonie (OIF), (132 p.), 2013.
- 3) *Le pouvoir juridictionnel en France*, LGDJ, Coll. Systèmes, 1ère éd., (212 p.), 2010.
- 2) *Sur l'émergence du contre-pouvoir juridictionnel sous la Vème République*, Bruylant, (678 p.), 2004.
- 1) *Les organes spécialisés dans les affaires communautaires des parlements nationaux. Les cas français et allemand*, L'Harmattan, Coll. Logiques juridiques, (240 p.), 1999.

Direction d'ouvrages collectifs

- 9) *Pluralisme juridique et droits fondamentaux*, Institut universitaire Varenne (coll. Kultura), 2017, (222 p.).
- 8) *Cultures juridiques en quête de dialogue*, (avec G. Nicolau), Karthala, 2014, (304 p.)
- 7) *La doctrine dans l'espace africain francophone*, Bruylant, 2014, (412 p.)
- 6) *Droit constitutionnel et grands principes du droit pénal*, (avec V. Peltier), Cujas, 2013, (185 p.),
- 5) *Quel service public de la justice en Afrique francophone ?*, Bruylant-de Boecke, 2013, (214 p.)
- 4) *La motivation des décisions des Cours suprêmes et constitutionnelles*, (avec M.-Cl. Ponthoreau), Bruylant, 2012, (308 p.)
- 3) *Les commissions parlementaires dans l'espace francophone* (avec F. Fraysse) (en collaboration), LGDJ., Coll. Grands Colloques, 2011, (282 p.)
- 2) *Constitution, justice et démocratie* (avec X. Bioy), Coll. Logiques juridiques, L'Harmattan, 2010, (479 p.)
- 1) *Principe de collégialité et cultures judiciaires*, Bruylant, 2011, (270 p.)

Chapitres d'ouvrages collectifs

- 38) « Le Conseil constitutionnel, pilier d'un pouvoir juridictionnel ? », in *La reconfiguration de l'architecture juridictionnelle sous l'effet de la QPC*, X. Magnon et A. Vidal-Naquet (dir), à paraître 2020.
- 37) « Les commissions vérité et réconciliation dans l'espace ibéro-américain », Actes du colloque *Les commissions vérité et réconciliation en Amérique latine*, Bayonne-Pau, février 2018, Fondation Varenne, in *Les Commissions Vérité et Réconciliation en Amérique latine*, IFJD, Lextenso éditions, coll. « Transition & Justice », 2020.
- 36) « Justice constitutionnelle et transitions constitutionnelles en Afrique subsaharienne francophone », in *Justice constitutionnelle et transition démocratique* (J.-P Massias dir.), Coll. « Transition et justice », vol. 21, Institut francophone pour la justice et la démocratie, LGDJ, 2019, pp. 61-67.
- 35) « Remarks on the case-law of the french Constitutional council in relation to new challenges », *New Challenges to Constitutional Adjudication in Europe* ; Z. Szente and F.Gárdos-Orosz (dir.), Routledge, 2018, pp. 45-52.

- 34) « Les processus démocratiques dans l'espace francophone », *Rapport sur l'état des pratiques de la démocratie, des droits et des libertés dans l'espace francophone*, Organisation internationale de la Francophonie, 2018, pp. 5-69.
- 33) « El poder de revision de la constitucion en Africa y su limites », in *Justicia y democracia*, Luisa Garcia Lopez (dir.), Universidad del Rosario (ed.), coll. Textos de jurisprudencia, 2017, pp. 219-228.
- 32) « Quelques observations sur l'existence d'un contre-pouvoir juridictionnel en France » in *Actualidad del derecho comparado*, Luisa Fernanda Garcia Lopez (dir.), Universidad del Rosario (ed.), 2017, pp. 67-79.
- 31) « Modalités et mécanismes de la justice transitionnelle », in T. Mostafa-Kamel (dir.) *La justice transitionnelle*, Actes du Congrès du VIIème Congrès international de l'Association égyptienne des juristes francophones, AEJF, 2015, pp. 73-83.
- 30) « Les singularités socio-économiques au fondement des exceptionnalismes. Le contexte des pays africains francophones », in M. Fatin Rouge-Stefanini et G. Scoffoni (dir.), *Libertés et exceptionnalismes*, Bruylant, 2015, pp. 75-84.
- 29) « Le pouvoir juridictionnel et l'émergence du contrôle de constitutionnalité des lois », in *L'application des constitutions nationales par les tribunaux de la Fédération de Russie et de France : aspects juridiques comparatifs*, Université d'Etat de justice de Russie (ed.), Moscou, 2015, pp. 77-86.
- 28) « La justice dans l'Etat », in *Justice et Etat de droit*, Colloque de l'Association des hautes juridictions francophones de cassation, Dakar, OIF et AHJUCAF (ed.), 2015, pp. 27-35.
- 27) « Dynamiques constitutionnelles dans l'espace francophone », *Rapport sur l'état des pratiques de la démocratie*, Organisation internationale de la Francophonie, 2015, pp. 13-44.
- 26) « Néo constitutionnalisme et contenu des constitutions de transition : quelle marge de manoeuvre pour les constitutions de transition ?, *Annuaire international de justice constitutionnelle (AIJC)*, n°30, 2014, pp. 587-602.
- 25) « Les processus de transition, justice, vérité et réconciliation dans l'espace francophone », *Annuaire de justice pénale, internationale et transitionnelle*, Institut universitaire Varenne, Coll. Transition et justice, 2014, pp. 469-558.
- 24) « La construction de l'avenir : données contextuelles et cahier des charges constitutionnelles », in X. Philippe et N. Danelciuc-Colodrovschi (dir.), *Transitions constitutionnelles et constitutions transitionnelles. Quelles solutions pour une meilleure gestion des fin de conflits ?*, Institut universitaire Varenne (ed.), coll. Transition et justice, 2014.
- 23) « L'Organisation internationale de la Francophonie et les processus de transition, justice, vérité et réconciliation », in *De Dakar à Dakar*, Ch. Desouches et J. du Bois de Gaudusson (dir.), Bruylant, 2014, pp. 285-293.
- 22) « Quelques mots de conclusion sur les questions préjudicielles », in *Le procès à l'épreuve de la question préjudicielle*, Association bordelaise des juristes en contentieux publics (dir.), Bruylant, 2014, pp. 121-127.
- 21) « Quelques observations sur le fonctionnement du service public de la justice », in *Quel service public de la justice en Afrique francophone ?*, F. Hourquebie (dir.), Bruylant, 2013, pp. 19-26.
- 20) « Propos introductifs » (F. Hourquebie et alii), in *L'accès au juge. Recherche sur l'effectivité d'un droit*, V. Donier et B. Lapérou-Scheneider (dir.), Bruylant, 2013, pp. 21-50.
- 19) « L'accès au juge. Rapport de synthèse », in *La régulation par le juge de l'accès à son prétoire*, V. Donier et B. Lapérou-Scheneider (dir.), Dalloz, Thèmes et commentaires, 2013, pp. 285-294.

- 18) « Le rôle du juge dans le dialogue des cultures juridiques dans l'espace francophone. Le cas de l'Afrique centrale », in *Le rôle du juge dans le dialogue des cultures juridiques francophones*, G. Otis (dir.), Karthala, 2013, pp. 153-178.
- 17) « La collégialité, valeur ou principe », in *La collégialité, valeurs et significations en droit public*, J.-J. Menuret et Ch. Reiplinger (dir.), Bruylant, 2012, pp. 15-26.
- 16) « Coût et rendement du service public de la justice », in *Le prix de la justice. Histoire et perspectives*, S. Delbrel (dir.), Presses universitaires de Bordeaux, 2012, pp. 437-453.
- 15) « Diversité des cultures juridiques : comment relever les défis de la mondialisation ? » et « Transition, justice, vérité et réconciliation dans l'espace francophone », in *Rapport sur l'état des pratiques de la démocratie, des droits et des libertés dans l'espace francophone*, Délégation à la paix, à la démocratie et aux droits de l'homme, Organisation internationale de la Francophonie (OIF), 2012, pp. 88-99 et pp. 70-85.
- 14) « L'emploi de l'argument conséquentialiste par les juges de common law », in *La motivation des décisions des Cours suprêmes et constitutionnelles*, F. Hourquebie et M.-Cl. Ponthoreau (dir.), Bruylant, 2012, pp. 25-46.
- 13) « Les principes fondateurs de l'organisation du pouvoir judiciaire en France », in *Principes fondateurs des droits français et russe*, F. Melin-Soucramanien et G. Essakov (dir.), Dalloz, 2011, pp. 157-175.
- 12) « Rapport introductif : justice et démocratie, matière à constitution », in *Constitutions, justice et démocratie*, X. Bioy et F. Hourquebie (dir.), L'Harmattan, Coll. Logiques juridiques, 2011, pp. 9-24.
- 11) « Justice et démocratie » (coauteur), *Nouvelles questions sur la démocratie*, in A. Delcamp, A.-M. Le Pourhiet, B. Mathieu et D. Rousseau (dir.), Dalloz, Thèmes et commentaires, 2010, pp. 31-44.
- 10) « La démocratie » (avec C. Gauthier), in *L'influence du droit européen sur les concepts du droit public*, J.-B. Auby (dir.), Mission Droit et justice, 2010, pp. 243-261.
- 9) « Régimes d'exception et contre-pouvoirs », in *Constitution et risques*, P. Mabaka (dir.), L'Harmattan, 2010, pp. 89-104.
- 8) « Evolutions des garanties structurelles de l'Etat de droit » et « Les droits de l'homme face aux enjeux de la réconciliation nationale et de la justice pénale internationale », in *Rapport sur l'état des pratiques de la démocratie, des droits et des libertés dans l'espace francophone*, Délégation à la paix à la démocratie et aux droits de l'homme, Organisation internationale de la Francophonie (OIF), 2010, pp. 28-48 et pp. 128-147.
- 7) « Deuxième période : 1965-1974 : l'émancipation de l'institution et de ses membres », in *Les grandes délibérations du Conseil constitutionnel*, J.-P. Machelon, B. Mathieu, F. Melin-Soucramanien, X. Philippe et D. Rousseau (dir.), Dalloz, 2009, pp. 127-141.
- 6) « The french Conseil constitutionnel : an evolving form of constitutional justice » (en collaboration avec M.-Cl. Ponthoreau), in *Constitutional courts in comparative perspective*, Journal of comparative law, T. Groppi, A. Harding et P. Leyland (dir.), 2009, pp. 269-284.
- 5) « Commentaire de l'article 66 de la Constitution », in *La Constitution de la République française. Analyses et commentaires*, G. Conac, F. Luchaire et X. Prétot (dir.), Economica, 3^{ème} éd., 2009, pp. 1553-1569.
- 4) « Pour la consolidation de l'Etat de droit : les leviers d'une justice performante dans l'espace francophone », in *Rapport sur l'état des pratiques de la démocratie, des droits et des libertés dans l'espace francophone*, Délégation à la paix, à la démocratie et aux droits de l'homme, OIF, 2008, pp. 20-30.

3) « De la séparation des pouvoirs aux contre-pouvoirs : l'esprit de la théorie de Montesquieu », in *L'évolution des concepts de la doctrine classique du droit constitutionnel*, G. Vrabie (dir.), Institut européen, 2008, Iasi, Roumanie, pp. 50-67.

2) « Les droits publics subjectifs : échec de l'importation d'une théorie allemande dans le droit public français ? » in *L'argument de droit comparé en droit administratif français*, F. Melleray (dir.), Bruylant, 2007, pp. 203-228.

1) « Fédéralisme et régionalisme en Allemagne, in *La République décentralisée*, D.-G. Lavroff (dir.), L'Harmattan, 2003, pp. 101-120.

ARTICLES (REVUES/MELANGES)

40) « Pluralisme judiciaire et pluralisme juridique ou comment les Etats réinventent la résolution des conflits », *Les Cahiers de la justice*, n°1, 2021, à paraître.

39) « Justice transitionnelle et Commission vérité et réconciliation en Amérique latine », *Mélanges en l'honneur du Professeur Insoo Park, Défis et orientations du droit public moderne*, Association coréenne de droit public comparé (ed.), 2020, pp. 873-888.

38) « Mieux connaître la justice transitionnelle. Quelques jalons pour ne pas se perdre... », *Révolution, Constitution, Décentralisation. Mélanges en l'honneur de Michel Verpeaux*, à paraître 2020, pp. 335-345.

37) « La Déclaration de Bamako et le juge », *L'amphithéâtre et le prétoire. Au service des droits de l'homme et de la démocratie. Mélanges en l'honneur du Président Robert Dossou*, L'Harmattan, 2020, pp. 702-715

36) « Le constitutionnalisme, les crises et la démocratie (dis)continue. Quelques observations empruntées à l'espace africain francophone », *Constitution, justice, démocratie. Mélanges en l'honneur du professeur Dominique Rousseau*, LGDJ, 2019, pp. 867-879.

35) « La justice transitionnelle est-elle encore de la justice ? », *Varias autour du droit. Mélanges en l'honneur du professeur Koffi Ahadzi-Nonou*, Presses universitaires juridiques de Poitiers, 2019, pp. 259-270.

34) « La justice transitionnelle et le droit public : une introduction et quelques réflexions... » (avec X. Philippe), *RDP* 2018, n°4, pp. 935-959.

33) « Le sens de la constitution vu d'Afrique », *Les Cahiers du Conseil constitutionnel* (en ligne), n° 1, 2018, <https://www.conseil-constitutionnel.fr/publications/titre-vii/le-sens-d-une-constitution-vu-de-l-afrique>

32) « Où en est-on de la consécration d'un pouvoir juridictionnel sous la Vème République ?, *Revue politique et parlementaire*, n° 1085-1086, 2018, pp. 113-132.

31) « Le non cumul des mandats : lever de rideau », *AJDA*, n° 24, 2018, pp. 1377-1382.

30) « La construction du pouvoir juridictionnel en France. Quelques principes directeurs », in *Démocratie en questions, Mélanges en l'honneur de Professeur Théodore Holo*, Presses universitaires de Toulouse, 2017, pp. 181-190.

29) « Autorité judiciaire et fondements de l'indépendance », in *La place de l'autorité judiciaire dans les institutions*, Sous l'égide de la Cour de cassation, Dalloz, Thèmes et commentaires, 2016, pp. 169-175.

28) « Les processus de justice transitionnelle dans l'espace francophone : entre principes généraux et singularités », *Les Cahiers de la justice*, n°3, 2015, pp. 321-331.

27) « La nouvelle carte des régions : bon sens ou baronnies ? », *AJDA*, n°11, 2015, pp. 626-635.

26) « La justice transitionnelle a bien un sens », *Afrique contemporaine*, n°2, 2014, pp. 86-87.

25) « L'argument conséquentialiste dans les décisions de justice », *Les Cahiers de la justice*, n°2, 2014, pp. 199-216.

- 24) « Le cumul des mandats : clap de fin ! », *AJDA*, n°13, 2014, pp. 733-740.
- 23) « La composition du Conseil constitutionnel. Une nouvelle exception française ? », in *Sociedad, estado et derecho. Homaje a Alvaro Tafur Galvis*, Tome 2, A. Aljure Salame, R. Arouro Onate et W. Zambrano Cetina (dir.), Universidad del Rosario (ed.), 2014, pp. 3-15.
- 22) « Les mutations du service public de la justice. Quand la justice se confronte à la performance », in F. Mélin-Soucramanien (dir.), *Mélanges en l'honneur de Jean du Bois de Gaudusson*, Presses universitaires de Bordeaux, 2013, pp. 1059-1078.
- 21) « Les Cours constitutionnelles et suprêmes étrangères et les élections présidentielles » (avec W. Mastor), *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n°34, 2012, pp. 143-162.
- 20) « L'indépendance du parquet au sein du pouvoir judiciaire », in B. Mathieu et M. Verpeaux (dir.), *Le statut constitutionnel du parquet*, Dalloz, Thèmes et commentaires, 2012, pp. 15-27.
- 19) « Quel statut constitutionnel pour le président de la République en Afrique francophone ? », *Afrique contemporaine*, n°3, 2012, pp. 73-85.
- 18) « Observations sur la construction du contre-pouvoir juridictionnel en France », *Cahiers de post-graduation de la Faculté de droit de Sao Paulo*, Université de Sao Paulo, Manole Editora (ed.), n°11, 2012.
- 17) « Le principe d'indépendance de la justice dans les pays de l'espace francophone », *Les Cahiers de la justice*, Dalloz, n°2, 2012, pp. 41-61.
- 16) « La notion de justice transitionnelle a-t-elle un sens ? », *LPA*, n° 90, 6 mai 2009, pp. 6-8.
- 15) « La prudence du Conseil constitutionnel dans le contrôle des référendums », *Cahiers du Conseil constitutionnel*, Hors série, 2009, pp. 109-111.
- 14) « Le pouvoir juridictionnel et la V^{ème} République. Quelques observations sur la révision du 23 juillet 2008 », *Politeia*, n°15, 2009, pp. 455-464.
- 13) « La notion de justice transitionnelle a-t-elle un sens ? », *Revue lituanienne de droit constitutionnel (Lietuvos Respublikos konstitucinio teismo Biuletenis)*, n°3 (11), 2008, pp. 127-139.
- 12) « Les servitudes conventionnelles sur le domaine public », *RFDA*, n°6, 2007, pp. 1165-1174.
- 11) « Le contre-pouvoir, enfin connu. Pour une analyse de la démocratie constitutionnelle en termes de contre-pouvoirs », in *Démocratie et liberté : tension, dialogue, confrontation, Mélanges offerts à Slobodan Milacic*, Bruylant, 2007, pp. 99-115.
- 10) « Le domaine public mobilier », *RDP*, n°3, 2005, pp. 635-664.
- 9) « Majorité et légalité dans l'Etat de droit. Des places respectives du juge et du représentant dans la démocratie constitutionnelle », *Annales du droit de Louvain*, n°1-2, 2005, pp. 49-71.
- 8) « La diffusion du constitutionnalisme en Afrique du Sud : une analyse à partir de la décision de la Cour constitutionnelle du 6 juin 1995 portant inconstitutionnalité de la peine de mort », *Politeia*, n°7, 2005, pp. 649-675.
- 7) « A propos du statut pénal du chef de l'Etat en Europe », *Politeia*, n°5, 2004, pp. 251-271.
- 6) « Le juge sous la V^{ème} République, entre pouvoir et contre-pouvoir », (Note), *La lettre de la Mission droit et justice*, 2004, p. 14.
- 5) « Le Conseil constitutionnel, et maintenant ? », (Note), *Le Journal du juriste (Belgique)*, n°31, 2004, p. 6.
- 4) « La parité ou l'essai d'un volontarisme politique au service de la modernité démocratique », *Civitas europa*, n° 9, 2002, pp. 57-78.

3) « Les nominations au Conseil constitutionnel », *LPA*, n° 108, 2001, pp. 9-16.

2) « Le Roumanie et la charte des langues régionales et minoritaires », *Civitas europa*, n°7, 2001, pp. 137-155.

1) « L'article 23 de la Loi fondamentale, support de la participation des organes spécialisés à la décision communautaire », *Tribune du droit public (TDP)*, n°6, 1999, pp. 235-246.

AUTRES

CODE COMMENTÉ

1) *Code général de la propriété des personnes publiques - Commenté* (avec F. Melleray), Dalloz, 1^{ère} éd., 2010, (842 p.) ; 2^{ème} éd., 2012 (927 p.) ; 3^{ème} éd., 2013 (967 p.) ; 4^{ème} éd., 2014 (983 p.) ; 5^{ème} éd., 2015 (1047 p.).

PREFACES

4) T. Shulga-Morskaya, *La démocratie électronique, une notion en construction*, L'Harmattan, 2020.

3) O. Kassi, *Francophonie et justice. Contribution de l'Organisation internationale de la Francophonie à la construction de l'Etat de droit*, L'Harmattan, coll. « Droit aujourd'hui », 2020.

2) L.-M. Gutierrez, *Justice transitionnelle et Constitution*, LGDJ, Institut universitaire Varenne, Collection des thèses, n° 171, 2018.

1) C. Salcedo, *La transition démocratique sud-africaine*, LGDJ, Institut universitaire Varenne, Collection des thèses, 2011.

EDITORIAUX

1) Rédaction des éditoriaux de la revue trimestrielle *Constitutions* (Dalloz)

COMMUNICATIONS ORALES

En France

62) « L'impact du plan « Bienvenue en France » sur l'organisation institutionnelle et administrative des mobilités extra-européennes », Colloque *Le plan « Bienvenue en France. Bilan d'étape »*, université de Bordeaux, 18 septembre 2020.

61) « Les processus démocratiques face aux réseaux sociaux », Séminaire *Intégrité de l'information et des processus démocratiques à l'ère des réseaux sociaux*, Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Paris, 1-2 octobre 2019.

60) « L'érosion de la démocratie universitaire, une manifestation de l'essoufflement de la démocratie politique ? », Colloque du Réseau Jurisup (Directions des affaires juridiques des universités), Strasbourg, 25 septembre 2019.

59) « Question prioritaire de constitutionnalité et portes étroites », Intervention au Conseil syndical du Syndicat des avocats de France (SAF), Paris, 7 juin 2019.

58) « Rapport introductif des Etats généraux de la mer. Ouvrir les esprits et le champ des possibles », *Etats généraux de la mer. Enjeux et stratégies maritimes*, Ecole des avocats de Bordeaux, Barreaux du ressort de la Cour d'appel de Bordeaux, Cour administrative d'appel (dir.), Bordeaux, 9-11 mai 2019.

57) « Le modèle démocratique français est-il épuisé ? », Conférence à l'invitation de l'Association Esprits étudiants, Université de Bordeaux, 4 avril 2019.

56) « La justice dans le projet de révision constitutionnelle » (Table ronde), Journée nationale de l'Association française de droit constitutionnel (AFDC), *Justice(s) et Constitution*, 22 février 2019.

55) « Principe d'unité de la magistrature et Constitution », Journée nationale de l'Association française de droit constitutionnel (AFDC), *Justice(s) et Constitution*, Cour de cassation, 22 février 2019.

- 54) « Propos introductif au Grand débat national », Grand débat national, Ecole nationale de la magistrature (ENM), 18 février 2019.
- 53) « La liberté de religion en Afrique », Colloque *Laïcité et Droits de l'Homme (Les libertés religieuses 70 ans après la signature de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme)*, Mairie de Bordeaux, Université de Bordeaux, 10 décembre 2018.
- 52) Unité de la magistrature et constitution. Rapport introductif, Colloque *Le principe d'unité de la magistrature et la constitution*, (F. Hourquebie dir.), Journée d'étude décentralisée de l'Association française de droit constitutionnel (AFDC), université de Bordeaux, 7 décembre 2018.
- 51) « Rapport de synthèse sur le pluralisme juridique », Colloque *Le pluralisme juridique et la pacification des rapports sociaux*, Université de Bordeaux, 8-9 novembre 2018.
- 50) « Le juge constitutionnel participe-t-il à l'affirmation d'un pouvoir juridictionnel dans le constitutionnalisme moderne ? », Colloque *Le juge dans le constitutionnalisme moderne, Questions sur la question n°8*, Toulouse 1 – Capitole, 18-19 octobre 2018.
- 49) « Le Conseil constitutionnel, pilier d'un pouvoir juridictionnel en France ? », Colloque *La QPC, vers une reconfiguration de l'architecture juridictionnelle ?*, Aix-en-Provence, 6 avril 2018.
- 48) Les commissions vérité dans l'espace ibéro-américain, Colloque *Les commissions vérité en Amérique latine*, UPPA, Fondation Varenne, Pau, 31 janvier-1^{er} février 2018.
- 47) « Principe de précaution et innovation », Colloque *Technologies, éthique et cognition*, Dhagpo Bordeaux et Université de Bordeaux, 5 novembre 2016.
- 46) « La protection des libertés par le juge judiciaire, les impasses des contrôles juridictionnels », *Les institutions de la République, en finir avec le déséquilibre des pouvoirs*, Arc-et-Senans, 17-18 septembre 2016.
- 45) « Autorité judiciaire et fondement de l'indépendance », Colloque, *La place de l'autorité judiciaire dans les institutions*, Assemblée nationale-Sénat, 25 et 26 mai 2016.
- 44) « Justice transitionnelle et processus de paix en Colombie », Conférence débat justice transitionnelle en Colombie, Forum Montesquieu, Université de Bordeaux, 17 février 2016.
- 43) « Droit constitutionnel et géographie : quels rapports ? », Colloque *Le droit constitutionnel et les autres sciences*, Journée nationale de l'AFDC, Paris 1, 27 janvier 2016.
- 42) « Le juge constitutionnel et la transition constitutionnelle. Regards sur les expériences africaines », Colloque *Justice constitutionnelle et transition démocratique*, Association francophone de justice transitionnelle, Conseil constitutionnel, 22 janvier 2016.
- 41) « Le juge dans son office. L'indépendance du magistrat », Colloque *Le statut du magistrat*, Cour de cassation, 18 décembre 2015.
- 40) « La laïcité dans la République », Colloque *La laïcité*, Syndicat des avocats de France, Bordeaux, décembre 2015.
- 39) « Rapport de synthèse », Colloque-Journée décentralisée de l'Association française de droit constitutionnel, *Droit constitutionnel et géographie*, Université de Bordeaux, 10-11 décembre 2015.
- 38) « Les principes spécifiques du fonctionnement du service public de la justice », Séminaire *Le service public de la justice. Regards croisés France-Russie*, Université de Bordeaux, 19 juin 2015.
- 37) « Synthèse. Torture, mémoire et impunité, les paradoxes de la démocratie », in Cycle de conférences *Violence politique et justice transitionnelle. La déconstruction de l'impunité*, UPPA, Bayonne, 10 avril 2015.
- 36) « Ecrire pour ses différents auditoires », séminaire IHEJ et Cour de cassation, *L'office du juge suprême à l'heure de la mondialisation*, Cour de cassation, Paris, 17 avril 2015.

- 35) « Qui nomme le juge en Méditerranée ? », *Deuxième journée Louis Rolland. Justice(s) constitutionnelle(s) en Méditerranée*, Université du Maine, 13 mars 2015 (*Revue méditerranéenne de droit public*, vol. IV, 2016, pp. 115-124).
- 34) « Apports et évolutions de la saisine parlementaire depuis 2004. Quelques mots d'introduction », *Journée d'étude 2004-2014 : dix ans de saisine parlementaire du Conseil constitutionnel*, Conseil constitutionnel, Paris, 29 janvier 2015.
- 33) « Rapport introductif. Droits coutumiers et droits fondamentaux, l'impensable rencontre ? », *Colloque Pluralisme juridique et droits fondamentaux*, CERCCLE, Université de Bordeaux, 16-17 décembre 2014.
- 32) « Rapport de synthèse », *Colloque organisé par le Centre d'études et de recherches comparatives sur les constitutions, les libertés et l'Etat (CERCCLE), Les sociétés peuvent-elles se passer de constitutions ?*, Université de Bordeaux, novembre 2014.
- 31) « Néo constitutionalisme et contenu des constitutions de transitions. Quelle marge de manœuvre pour les constitutions de transition ? », *XXVIème Cours international de justice constitutionnelle, Constitutions et transitions*, Université Aix-Marseille, 3-4 septembre 2014.
- 30) « La justice transitionnelle dans les pays de l'espace francophone : enjeux et stratégies de sortie de crise », *Conférence à l'Institut de droit public de l'Université de Poitiers, Poitiers*, 27 janvier 2014.
- 29) « La Chaîne Parlementaire et la séparation des pouvoirs », *Le Parlement aux écrans*, Université du Maine, 5 avril 2013.
- 28) « Rapport de synthèse », *La régulation par le juge de l'accès à son prétoire*, *Colloque du CRFJC, Université de Franche-Comté, Besançon*, 18-19 octobre 2012 (Dalloz, *Thèmes et commentaires*, 2013).
- 27) « La construction de l'avenir : données contextuelles et cahier des charges constitutionnel », *Transitions constitutionnelles et constitutions transitionnelles : quelles solutions pour une meilleure gestion des fins de conflit ?*, Aix-Marseille III, GERJC, juin 2012
- 26) « Rapport de synthèse- Justice transitionnelle et action diplomatique », *Justice transitionnelle et action diplomatique*, *Colloque MAE-IHEJ, Sciences-po*, juin 2012.
- 25) « L'institution du Parquet au sein du pouvoir judiciaire », *Le statut constitutionnel du Parquet*, *Septième journée d'étude du Centre de droit constitutionnel, Université de Paris 1-Ecole de droit de la Sorbonne*, juin 2012 (Dalloz, *Thèmes et commentaires*, 2012).
- 24) « La composition du Conseil constitutionnel. Un exotisme bien français », *Autour du livre de Jacques Krynen « L'Etat de justice »*, Université Paris 1, avril 2012.
- 23) « Rapport de synthèse - Quelle justice transitionnelle en Francophonie », *Transition, vérité, justice et réconciliation ?*, *Séminaire organisé par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Paris*, janvier 2012.
- 22) « Où est le standard en matière de droits de procédure ? », *Existe-t-il une exception française en matière de droits fondamentaux ?*, ILF-GERJC, Université Aix-Marseille III, novembre 2011.
- 21) « La performance du service public de la justice », *Justice et performance*, *Congrès des magistrats européens pour la démocratie et la liberté (MEDEL), Bordeaux, ENM*, juin 2011.
- 20) « L'emploi de l'argument conséquentialiste par les juges de common law », *Approche comparative de la motivation des décisions des Cours suprêmes : entre exigences processuelles et traditions juridiques*, Université Montesquieu-Bordeaux IV, 24 et 25 mars 2011 (F. Hourquebie et M.-Cl. Ponthoreau dir.).
- 19) « Valeurs et enjeux de la collégialité », *La collégialité, valeurs et significations en droit public*, Université Paris XIII – Conseil supérieur du notariat, Paris, décembre 2010, (Bruylant, 2012).

- 18) « Modèles de commissions et systèmes de droit », *Les commissions parlementaires dans l'espace francophone : diversité des expériences, attractivité d'un modèle ?*, Association des secrétaires généraux des parlements francophones - Université Toulouse 1, Paris, Sénat – Assemblée nationale, octobre 2010 (LGDJ, Coll. « Grands colloques », 2011).
- 17) « Coût et rendement du service public de la justice : l'efficacité de la justice confrontée à la performance », *Le prix de la justice*, CAHD, Université Montesquieu-Bordeaux IV, mars 2010.
- 16) « Justice et démocratie », *Repenser la démocratie*, Journée de l'Association française de droit constitutionnel, Sénat, Paris, décembre 2009 (Dalloz, Thèmes et commentaires, 2010).
- 15) « Judicial decision making in the french constitutional council », *Constitutional courts in comparative perspective*, Sciences-po Bordeaux, novembre 2009.
- 14) « Le service public de la justice et les partenariats publics-privés », *Le service public, victime de l'idéologie néo libérale*, Congrès du Syndicat de la magistrature, Cour d'appel de Bordeaux, novembre 2009.
- 13) « Justice et démocratie, entre légitimité et constitution », *Justice et démocratie : matière à constitution*, Université Toulouse 1, 2009 (actes publiés chez L'Harmattan, 2011).
- 12) « Actualité de la pensée de Léon Duguit en matière de libertés publiques », *Léon Duguit*, Université Montesquieu-Bordeaux IV, mai 2009 (Bruylant, 2011).
- 11) « La fonction probatoire de l'apparence en droit administratif », *Juge et apparence*, Université des sciences sociales de Toulouse, mai 2009 (LGDJ, 2011).
- 10) « 1965-1974 : la prudence du Conseil constitutionnel dans le contrôle du référendum », *Les archives du Conseil constitutionnel*, Conseil constitutionnel, Paris, janvier 2009.
- 9) « Motivations des décisions constitutionnelles et spécificités culturelles du raisonnement juridique. Quels cas étudier ? », *La motivation des décisions constitutionnelles*, Université Bordeaux IV, décembre 2008.
- 8) « Régimes d'exception et contre-pouvoirs », *Constitution et risques*, VI^{ème} Assises de l'Association des auditeurs de l'Académie internationale de droit constitutionnel, Lille, 2008 (actes publiés chez L'Harmattan, 2010).
- 7) « Propos introductif », *Les Cinquante ans de la V^{ème} République*, IEJE, Périgueux, octobre 2008.
- 6) « La notion de justice transitionnelle a-t-elle un sens ? », VII^{ème} Congrès français de droit constitutionnel, septembre 2008.
- 5) « Principe de collégialité, cultures judiciaires et exception française », *Principe de collégialité et cultures judiciaires*, Semaine du droit comparé, Université Montesquieu-Bordeaux IV, septembre 2007, (Bruylant, 2011).
- 4) « Parité et représentation des femmes : discrimination positive et bilan contrasté », *Femmes et Europe : entre acquis et défis*, Université de Provence Aix-Marseille 1, mars 2007.
- 3) « La diffusion du constitutionnalisme en Afrique du Sud : une analyse à partir de la décision de la Cour constitutionnelle portant inconstitutionnalité de la peine de mort », Congrès de l'Association française des constitutionnalistes, Université Montpellier I, 2005.
- 2) « La parité ou l'essai d'un volontarisme politique au service de la modernité démocratique », Congrès de l'Association française des constitutionnalistes, Université Toulouse 1, 2002.
- 1) « La légitimité du juge constitutionnel », *Le pouvoir judiciaire*, Conférence annuelle organisée par le Barreau de Caen, Cabourg, juillet 2000.

A L'ETRANGER

- 60) « Le président de la République français : quel rôle pour quel statut ? », Conférence, université du Caire, Institut du droit des affaires internationales de Paris 1, 11 février 2020.
- 59) « La loi française relative à la manipulation de l'information : quels enjeux ? », Conférence Université de Lomé-Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (HAAC), Lomé, 9 janvier 2020.
- 58) « Les transformations normatives dans la régulation de l'Etat », Colloque *L'Etat. Entre droit et science politique*, Université de Lomé, 7 janvier 2020.
- 57) « La responsabilité des juges en droit français », *La responsabilité*, Sixièmes Journées de droit comparé, Université Rosario, Bogota, 27-28 octobre 2019.
- 56) « Les critères du contrôle et de l'évaluation parlementaire. Rapport introductif », Colloque *Respublica et Parlement. Quelles représentations pour la démocratie ?*; Chaire de recherche en études parlementaires de l'université de Luxembourg, Association française de droit constitutionnel (AFDC), Parlement européen, Luxembourg, 26-27 septembre 2019.
- 55) « Regard critique sur la composition du Conseil constitutionnel français », Conférence organisée par l'Association égyptienne des juristes francophones, Le Club diplomatique, Le Caire, 14 juin 2019.
- 54) « La justice transitionnelle est-elle une modalité efficace de sortie des conflits ? », Institut français d'Egypte, Ambassade de France, Le Caire, 25 février 2019.
- 53) « *Experiencias in derecho comparado de justicia transicional y aportes para el caso colombiano* », Séminaire sur les expériences de justice transitionnelle, université Santo Tomas, Bogota, 25 janvier 2019.
- 52) « L'indépendance du juge constitutionnel dans l'espace africain francophone », 11^{ème} session de formation de l'Ecole régionale supérieure de la magistrature (ERSUMA), Porto-Novo, Bénin, 23-24 octobre 2018.
- 51) « Les patrimoines publics. Rapport de synthèse », Journée scientifique des lauréats du CAMES 2017, Libreville, Gabon, 22 mai 2018.
- 50) « Responsabilité et redevabilité des juges », *Rencontres du bicentenaire du Conseil d'Etat*, Conseil d'Etat-Université Rosario, Bogota, 1^{er} novembre 2017.
- 49) « Le dialogue entre les institutions juridiques. L'expérience France-Colombie », Université Rosario, Bogota, 27 octobre 2017.
- 48) « La rétroactivité et l'immédiateté de la loi constitutionnelle. Approche de droit comparé », Colloque international de Lomé, *Les vingt-cinq ans de la IV^{ème} République du Togo*, Lomé, 12 octobre 2017.
- 47) « Rapport de synthèse : séparation des pouvoirs et contre-pouvoirs », Colloque *Pouvoirs et contre-pouvoirs*, Association nigérienne de droit constitutionnel, Niamey, 10-13 octobre 2017.
- 46) « Autonomie budgétaire et rapports entre les pouvoirs constitutionnels », Colloque *Indépendance des hautes juridictions et autonomie budgétaire*, Association des hautes juridictions francophones de cassation, Bruxelles, 9-10 octobre 2017.
- 45) « La désignation des juges constitutionnels dans l'espace méditerranéen », Journées de droit comparé, *La sélection des juges*, Université Rosario, Bogota, octobre 2017.
- 44) « L'évolution des droits sociaux dans les constitutions françaises », Colloque *La consécration constitutionnelle des droits sociaux*, Université Renmin, Pékin, 20 mai 2017.
- 43) « L'interprétation constitutionnelle en Afrique francophone. Le pouvoir de révision et ses limites », *Le pouvoir de révision de la constitution*, Troisièmes Journées de droit constitutionnel comparé, Université Rosario, Bogota, 24-25 octobre 2016.

- 42) « Justice transitionnelle, une perspective comparée », FIDA 2016, 15^{ème} Forum ibéro-américain de droit administratif, Université Rosario, Conseil d'Etat, Bogota, 24-28 octobre 2016.
- 41) « Puissance publique ou impuissance publique. Rapport de synthèse », Colloque *Puissance publique ou impuissance publique en Afrique francophone*, Université Cheik Anta Diop, Dakar, juin 2016.
- 40) « Le juge constitutionnel à l'origine des crises », Colloque *La constitution et les crises*, Association béninoise de droit constitutionnel, Cotonou, 7-8 décembre 2015.
- 39) « Justice transitionnelle et constitution », Colloque anniversaire du Collège juridique franco-roumain, Faculté de droit de Bucarest, 6-7 novembre 2015.
- 38) « Les Cours constitutionnelles sous pression. Les défis posés au Conseil constitutionnel », Colloque *Les Cours constitutionnelles sous pression*, Université du service public, Budapest, 29-30 octobre 2015.
- 37) « Les processus de justice transitionnelle. Conflits armés et violences politiques », Colloque international Foros Semana, Congrès de Colombie et Ambassade de France, *La justicia in el post conflictio : justicia transitional et justicia penal militar*, Bogota, 21 mai 2015.
- 36) « Le pouvoir juridictionnel en France. Retour sur quelques principes directeurs », 4^{èmes} rencontres franco-coréennes de droit constitutionnel, AFDC, *La justice*, Jeju, Corée du sud, 14 mai 2015.
- 35) « La démocratisation dans l'espace francophone. Les processus de transition, justice, vérité et réconciliation », conférence à la Cour inter américaine des droits de l'homme (CIDH), San José, Costa Rica, 27 avril 2015.
- 34) « Les juges face au pouvoir exécutif et législatif », Séminaire de l'Université de Rosario, *La justice dans l'architecture des pouvoirs*, Bogota, 13 avril 2015.
- 33) « Vingt-cinq ans de constitutionnalisme de crise en Afrique francophone », Colloque des vingt-cinq ans de l'Institut de droit des affaires (IDAI), Université Paris 1 et Université du Caire, Le Caire, 25 mars 2015.
- 32) « Le modèle européen de justice constitutionnelle » et « La pertinence du contrôle de constitutionnalité des décisions de justice », Colloque international de l'Association africaine des hautes juridictions francophones (AA-HJF), *Le contrôle de constitutionnalité des décisions de justice par les juridictions constitutionnelles africaines*, Abidjan, 1-3 décembre 2014.
- 31) « La justice dans l'Etat », Colloque de l'Association des hautes juridictions francophones de cassation (AHJUCAF), *Justice et Etat de droit*, Dakar, 17-18 novembre 2014.
- 30) « La faiblesse du pouvoir juridictionnel et la naissance du contrôle de constitutionnalité des lois » *Table ronde sur l'application des constitutions nationales par les tribunaux de la Fédération de Russie et de France*, Université de l'Etat et de la justice de Russie, Moscou, 20-21 octobre 2014.
- 29) « La justice transitionnelle et le cas colombien », Séminaire pour la réforme de la justice, Université de Sinu, Bogota, 4-5 septembre 2014.
- 28) « Les spécificités des processus de justice transitionnelle », Centenaire du Conseil d'Etat, Bogota, 7-8 septembre 2014.
- 27) « Quelle singularités pour les processus de justice transitionnelle dans les pays de l'espace francophone ? », 3^{ème} Congrès international des droits humains, *Droit international humanitaire, processus de paix et droits de l'homme*, Université catholique de Bogota, 3-4 avril 2014.
- 26) « Les spécificités des processus de transition, justice, vérité et réconciliation dans les pays francophones », Conférence à l'Université de Lomé, 11 février 2014.
- 25) « Le pouvoir juridictionnel et la naissance du contrôle de constitutionnalité des lois », *Le contrôle de constitutionnalité des lois. Approche franco-chinoise*, Université de Renmin, Pékin, novembre 2013.

- 24) « Les principes directeurs de la justice transitionnelle dans l'espace francophone », *Congrès de droit de l'Université Santo Tomas*, Bogota, septembre 2013.
- 23) « Les processus de justice, vérité et réconciliation en période de transition : principes directeurs et expériences », *Atelier de partage d'expériences avec le Commission dialogue et réconciliation du Mali*, Bamako, 6-7 juin 2013.
- 22) « Le Conseil constitutionnel, Cour suprême garante de la primauté de la constitution ? », *Les gardiens de la constitution*, Université Mihail Kogalniceanu, Iasi (Roumanie), 24-25 mai 2013.
- 21) « Justice, lutte contre l'impunité, amnistie dans les sociétés en sortie de crise » et « Des processus d'amnistie et de réconciliation nationale dans un contexte de transition démocratique : articulation et complémentarité », *Atelier d'échange et de bonnes pratiques en matière d'amnistie pour la réconciliation nationale*, Antananarivo, 18-20 avril 2013.
- 20) « La vigilance en matière déontologique : prévention et sanction – Rapport de synthèse de l'atelier », *Congrès de l'AHJUCAF, Une déontologie pour les juges*, Beyrouth, 13-15 mars 2013.
- 19) « Le statut du parquet au sein du pouvoir judiciaire », *Conférence à l'Ecole doctorale de la Faculté de droit de Lomé*, 13 décembre 2012.
- 18) « Le Conseil constitutionnel et les propriétés publiques », *Les métamorphoses du droit public*, Colloque du Centre de droit administratif et d'administration territoriale, Université d'Abomey-Calavi (Bénin), 8 décembre 2012.
- 17) « Observations sur la construction du contre-pouvoir juridictionnel en France », *XXI Encontro nacional de direito constitucional do Instituto Pimenta Bueno, Separação dos poderes e legislação. A criação do direito nos seculo XXI*, Université de Sao Paulo, 13-15 septembre 2012.
- 16) « La théorie des contre-pouvoirs et la constitution du Bénin », *Anniversaire de la constitution béninoise. Hommage au professeur Glélé*, Colloque de l'Association béninoise de droit constitutionnel, Cotonou, août 2012.
- 15) « La lutte contre la corruption transnationale, défi majeur pour la coopération juridique et judiciaire internationale », *Les systèmes juridiques et judiciaires de l'espace AA-HJF face à la lutte contre la corruption*, Colloque AA-HJF, Cotonou, juillet 2012.
- 14) « La Cour de cassation est-elle une Cour suprême ? », *Les stratégies contentieuses devant les Cours suprêmes*, AHJUCAF, Le Caire, mars 2012.
- 13) « L'exécution des décisions juridictionnelles par les personnes publiques », *L'exécution des décisions de justice*, Association des hautes juridictions francophones de cassation, Cour de cassation, Paris, mars 2012.
- 12) « Le principe d'indépendance de la justice dans l'espace francophone », *L'indépendance de la justice*, Colloque du Centre de droit public (CDP), Université de Lomé, mars 2012.
- 11) « La Cour pénale internationale et les violences politiques », *Conférence de rentrée solennelle de l'Université de Lomé*, Togo, mars 2012.
- 10) « La réception des règles européennes de protection des droits de l'homme dans l'ordre juridique national français », in *Approches franco-roumaines face aux défis européens*, Colloque du Collège juridique francophone, Université de Bucarest, 26 novembre 2011 (Institut européen 2012).
- 9) « La Déclaration de Bamako et le statut du juge », *Le statut du juge constitutionnel*, Sixième conférence des chefs de juridictions de l'ACCPUF, Niamey, novembre 2011.
- 8) « Quel statut constitutionnel pour le chef de l'Etat en Afrique ? », *Les tabous du constitutionnalisme en Afrique*, CDP-CERDRADI, Université de Lomé, juin 2011.

- 7) « La mise en œuvre des droits fondamentaux par les règles de procédure », *Droits fondamentaux et procédure*, AHJUCAF, Beyrouth, Palais de justice, avril 2011.
- 6) « Les réceptions des décisions étrangères », *Internationalisation du droit, internationalisation de la Justice*, Troisième Congrès des hautes juridictions de cassation des pays ayant en partage l'usage du français (AHJUCAF), Ottawa, juin 2010.
- 5) « Justice transitionnelle – justice institutionnelle : leur articulation en période de reconstruction », *Justice, démocratie et transitions*, Université d'Etat de Moscou – Collège universitaire francophone, Moscou, mars 2010.
- 4) « Les nominations au Conseil constitutionnel : sur une controverses récurrente », *Le rôle et la place des Cours constitutionnelles dans le système des autorités publiques* 11^{ème} Table ronde internationale de l'Université Mihail Kogalniceanu, Iasi, Roumanie, mai 2009.
- 3) « Pouvoir constituant dérivé et contrôle du respect des limites », *Les limites au pouvoir de révision des constitutions*, VII^{ème} Congrès international de droit constitutionnel, Athènes, 11-15 juin 2007.
- 2) « De la séparation des pouvoirs aux contre-pouvoirs : l'esprit de la théorie de Montesquieu », *L'évolution des concepts de la doctrine classique de droit constitutionnel*, 9^{ème} Table ronde internationale de l'Université Mihail Kogalniceanu Iasi, Roumanie, mai 2007.
- 1) « Pouvoir constituant et contre-pouvoir », *Le pouvoir constituant aujourd'hui*, Cinquièmes journées tuniso-françaises de droit constitutionnel, Faculté des Sciences juridiques de Tunis, novembre 2007.